

les, sont contraints d'émettre certaines réserves pour la passation d'un contrat. Il est également indéniable, aux yeux de la commission, qu'il convient de remédier aux injustices flagrantes dont sont victimes les séropositifs, avant tout dans le domaine de la prévoyance professionnelle. En effet, il est inacceptable que des personnes contaminées par le virus HIV subissent des désavantages lors de la recherche d'un emploi ou d'une mutation en raison des réserves formulées par des institutions de prévoyance auxquelles elles sont par ailleurs tenues de s'affilier.

La commission estime qu'il y a lieu de prendre des mesures afin de mettre fin aux discriminations actuelles à l'égard des séropositifs. Elle est toutefois consciente du fait que la mise au point d'une solution satisfaisante du point de vue légal exige la prise en compte de paramètres d'une grande complexité. Elle propose par conséquent d'inviter le Conseil fédéral à soumettre au Parlement un rapport dans lequel il passera en revue les moyens à disposition, afin d'éviter la discrimination des séropositifs dans le domaine des assurances sociales.

Par 16 voix sans opposition et avec 4 abstentions, la commission propose de transmettre le postulat 94.3314.

Antrag der Kommission

Die Kommission beantragt mit 17 zu 0 Stimmen bei 4 Enthaltungen, der Initiative keine Folge zu geben.

Proposition de la commission

La commission propose, par 17 voix sans opposition et avec 4 abstentions, de ne pas donner suite à l'initiative.

Schmied Walter (V, BE): Je vous renvoie au texte de l'initiative déposée presque jour pour jour il y a une année, à son développement, ainsi qu'au rapport de la commission qui vous a été distribué.

En fait, au premier point, je demande simplement que l'on étudie la possibilité de considérer le virus VIH comme une maladie soumise à déclaration, ceci aux mêmes conditions que les autres maladies transmissibles à l'homme. Ici, je visais évidemment l'ordonnance du 21 septembre 1987 sur la déclaration relative à la loi sur les épidémies qui crée un statut particulier pour le virus du sida. En fait, avant d'être en mesure de dompter une maladie il s'agit d'être en mesure de l'approcher. Entre-temps, le Conseil fédéral a révisé ladite ordonnance, avec entrée en vigueur le 1er novembre 1994, voici un mois à peine, avec une modification sensible, à savoir qu'il est désormais nécessaire d'indiquer, outre le sexe et le domicile de la personne, également sa date de naissance. Ceci est une bonne évolution, qui nous amène à une meilleure transparence par classe d'âge; on pourra ainsi être assuré d'avoir une approche plus systématique de l'évolution de la maladie au sein de la population.

Il a été donné suite, partiellement, au point 1 et, en ce sens-là, je me déclare partiellement satisfait.

Concernant le point 2, je demandais une modification impérative de la législation sur les assurances sociales, certaines d'entre elles discriminant carrément les personnes séropositives.

La commission reconnaît le problème. Elle ne peut pas, ou ne veut pas, aller si loin. Elle a repris l'idée et l'a transformée en postulat.

En l'honneur de la cause et au nom du consensus, je renonce, Monsieur le président, à vous faire voter sur l'objet et je me déclare prêt à rejoindre la proposition de la commission.

Angenommen – Adopté

94.3314

Postulat SGK-NR (93.460)

Diskriminierung von HIV-Positiven

Postulat CSSS-CN (93.460)

Discrimination des personnes séropositives

Wortlaut des Postulates vom 24. Juni 1994

Der Bundesrat wird eingeladen, Möglichkeiten zur Aufhebung der Diskriminierung von HIV-Positiven im Versicherungsvertragsrecht und in der beruflichen Vorsorge (überobligatorischer Bereich) zu prüfen und dem Parlament Bericht zu erstatten.

Texte du postulat du 24 juin 1994

Le Conseil fédéral est invité à examiner les possibilités de faire cesser la discrimination des personnes séropositives dans le droit du contrat d'assurance et dans la prévoyance professionnelle (régime surobligatoire) et de soumettre un rapport au Parlement.

Schriftliche Erklärung des Bundesrates

vom 7. September 1994

Der Bundesrat ist bereit, das Postulat entgegenzunehmen.

Déclaration écrite du Conseil fédéral

du 7 septembre 1994

Le Conseil fédéral est prêt à accepter le postulat.

Überwiesen – Transmis

Petitionen – Pétitions

94.2031

Petition Bevölkerung von Le Locle

Bonny-Beschluss. Fortführung

Pétition Population locloise

Maintien de l'arrêté Bonny

David Eugen (C, SG) unterbreitet im Namen der Kommission für Wirtschaft und Abgaben (WAK) den folgenden schriftlichen Bericht:

972 Einwohner der Stadt Le Locle (NE) haben am 22. Februar 1994 eine Petition eingereicht, die von den eidgenössischen Räten verlangt, für die Solidarität zwischen den Regionen unseres Landes einzustehen und zwecks Fortführung der Massnahmen zur regionalen Wirtschaftsentwicklung und Schaffung von Arbeitsplätzen, wie sie der Bonny-Beschluss während 15 Jahren ermöglicht hat, einen entsprechenden neuen Erlass zu beschliessen.

Dank dem bis Ende Februar 1994 befristeten Beschluss konnten seit 1979 im Kanton Neuenburg durch Beihilfen von nahezu 800 Millionen Franken gegen 4300 Arbeitsplätze geschaffen werden. Im Zuge der heutigen Deregulierungspolitik soll dieses Geld eingespart werden, auf die Gefahr hin, dass die Erneuerung und Diversifizierung unserer Industrie und

Wirtschaft verhindert und damit die Rezession und Arbeitslosigkeit verstärkt werden. Die zweigleisige Wirtschaftsentwicklung der Schweiz, die viele Neuenburger bereits zu spüren bekommen haben, würde dadurch noch verschärft, und die bundesstaatliche Solidarität würde zu einer schieren Farce, bei der man es vorzöge, Zürcher und dafür reich statt Neuenburger und arm zu sein.

Erwägungen der Kommission

Die WAK-SR befasste sich am 31. August 1994 mit dieser Petition und beantragte einstimmig, sie abzuschreiben.

Die Forderung der Petenten ist bereits erfüllt: Die eidgenössischen Räte haben in den Schlussabstimmungen vom 17. Juni 1994 einen Bundesbeschluss über Finanzierungsbeihilfen zugunsten wirtschaftlich bedrohter Regionen verabschiedet, mit dem der vormalige Bonny-Beschluss fortgeführt wird. Er wurde als dringlich erklärt und gilt bis zum Inkrafttreten des Bundesbeschlusses zugunsten wirtschaftlicher Erneuerungsgebiete bzw. bis spätestens 30. Juni 1996.

Am 6. Oktober 1994 beschloss der Ständerat einstimmig, die Petition abzuschreiben.

Die WAK-NR schloss sich an ihrer Sitzung vom 22. November 1994 den oben erwähnten Erwägungen an.

David Eugen (C, SG) présente au nom de la Commission de l'économie et des redevances (CER) le rapport écrit suivant:

972 habitants de la ville du Locle (NE) ont déposé, le 22 février 1994, une pétition demandant aux Chambres fédérales de défendre la solidarité entre les diverses régions du pays, en votant un nouvel arrêté qui permettra la poursuite de la politique de développement économique et de création d'emplois que l'arrêté Bonny a permise depuis 15 ans.

L'arrêté cessera d'être en vigueur à la fin du mois de février 1994. Or, depuis 1979, près de 4300 emplois ont pu être créés dans le canton de Neuchâtel par l'application de cet arrêté pour près de 800 millions de francs. Aujourd'hui, la politique de dérégulation veut économiser ces sommes, quitte à bloquer la rénovation et la diversification de notre tissu industriel, et ainsi augmenter la récession et le chômage. La Suisse à deux vitesses que nombre de Neuchâtelois connaissent déjà s'accroîtrait encore et la solidarité confédérale se résumerait à une mauvaise farce dans laquelle il vaudrait mieux être Zurichois et riches que pauvres et Neuchâtelois.

Considérations de la commission

La CER du Conseil des Etats a traité cette pétition le 31 août 1994. Elle propose, à l'unanimité, de classer la pétition.

La demande des pétitionnaires a été exaucée. En effet, les Chambres fédérales ont approuvé en votations finales, le 17 juin 1994, l'arrêté fédéral concernant une aide financière en faveur des régions dont l'économie est menacée. Cet arrêté est une reconduction adaptée de l'ancien arrêté Bonny. Il a été déclaré urgent et a effet jusqu'à l'entrée en vigueur de l'arrêté fédéral en faveur des zones économiques en redéploiement, mais au plus tard jusqu'au 30 juin 1996.

Le 6 octobre 1994, le Conseil des Etats a décidé, à l'unanimité, de classer la pétition.

Réunie le 22 novembre 1994, la CER-CN se ralliait aux considérations précitées.

Antrag der Kommission

Die Kommission beantragt einstimmig, die Petition abzuschreiben.

Proposition de la commission

La commission propose, à l'unanimité, de classer la pétition.

Angenommen – Adopté

94.2032

Petition Wälchli Philipp
Verschiedene Gesetzesänderungen

Pétition Wälchli Philipp
Diverses modifications de lois

94.2033

Petition Wälchli Philipp
Verfassungs- und Gesetzesänderungen

Pétition Wälchli Philipp
Modifications de la constitution et de lois

Reimann Maximilian (V, AG) unterbreitet im Namen der Kommission für Rechtsfragen (RK) den folgenden schriftlichen Bericht:

Mit Eingaben vom 27. September bzw. 3. Oktober 1994 reichte Philipp Wälchli zwei Petitionen ein. Der Petent fordert verschiedene Verfassungs- und Gesetzesänderungen.

Erwägungen der Kommission

Die Kommission für Rechtsfragen befasste sich an ihrer Sitzung vom 24. Oktober 1994 mit diesen Eingaben. Sie hält dazu folgendes fest:

Die Kommission vertritt die Meinung, dass die Petitionen an den Bundesrat übermittelt werden sollen, mit der Bitte, die Vorschläge und Anregungen des Petenten bei der Vorbereitung allfälliger Gesetzgebungsvorhaben, für welche diese von Belang sein könnten, in Betracht zu ziehen.

Reimann Maximilian (V, AG) présente au nom de la Commission des affaires juridiques (CAJ) le rapport écrit suivant:

Par requêtes du 27 septembre et du 3 octobre 1994, M. Philipp Wälchli a déposé deux pétitions demandant diverses modifications de la constitution et de lois.

Considérations de la commission

La Commission des affaires juridiques a examiné ces requêtes lors de sa séance du 24 octobre 1994. Elle est parvenue aux conclusions suivantes: La commission estime qu'il y a lieu de transmettre les pétitions au Conseil fédéral en le priant de prendre en considération, en fonction de leur importance, les suggestions émises par le pétitionnaire lors de la préparation d'éventuels projets législatifs.

Antrag der Kommission

Die Kommission beantragt, die Petitionen dem Bundesrat zur Kenntnisnahme zu überweisen.

Proposition de la commission

La commission propose de transmettre les pétitions au Conseil fédéral pour qu'il en prenne acte.

Angenommen – Adopté

94.2035

**Petition Schweizerischer Berufsverband
der Krankenschwestern und Krankenpfleger
Zugunsten der Pflegenden
in Bosnien-Herzegowina**

**Pétition Association suisse des infirmières
et des infirmiers
En faveur du personnel soignant
en Bosnie-Herzégovine**

Mühlemann Ernst (R, TG) unterbreitet im Namen der Aussenpolitischen Kommission (APK) den folgenden schriftlichen Bericht:

Am 28. Juni 1994 reichte der Schweizerische Berufsverband der Krankenschwestern und Krankenpfleger in St. Gallen eine von 603 Personen unterzeichnete Petition ein. Diese fordert von den in Ex-Jugoslawien kriegführenden Parteien die sofortige Einstellung jeglicher Zuwiderhandlungen gegen die Genfer Konventionen und protestiert insbesondere:

- gegen die fortgesetzten, gezielten Angriffe auf die Zivilbevölkerung;
- gegen die Beschiessungen und Bombardierungen von Spitälern, Kliniken und Einrichtungen des Roten Kreuzes;
- gegen Blockierungen der Hilfskonvois der Uno, des Roten Kreuzes und weiterer humanitärer Hilfswerke;
- gegen Schikanen und Behinderungen des Pflegepersonals, was eine fachgerechte und sofortige Versorgung der Verletzten behindere oder gar verunmögliche.

Von den Schweizer Behörden werden eine klare Stellungnahme und ein vermehrter Einsatz auf diplomatischer Ebene verlangt. Als Sitzstaat des IKRK müsse die Schweiz den Kriegsparteien unmissverständlich klarmachen, dass Zuwiderhandlungen gegen die Genfer Konventionen nicht geduldet werden; schliesslich erwarten die Petenten vom Bundesrat und vom Parlament den kreativen und engagierten Einsatz zugunsten friedensfördernder Massnahmen, wobei jene Organisationen, welche sich jetzt schon in diesem Sinne im ehemaligen Jugoslawien engagierten, grosszügig unterstützt werden sollten.

Erwägungen der Kommission

Die Kommission liess sich vom EDA über die bisherigen und geplanten Massnahmen der Schweiz zur Erreichung der von den Petenten geforderten Zielen orientieren.

Im Zusammenhang mit der Forderung, wonach unser Land als IKRK-Sitzstaat den Kriegsparteien unmissverständlich klarmachen müsse, dass Zuwiderhandlungen gegen die Genfer Konventionen nicht geduldet werden können, muss festgehalten werden, dass hier tatsächlich ein Durchsetzungsproblem besteht. Die Schweiz hat deshalb als Depositärstaat der Genfer Konventionen im August 1993 eine internationale Konferenz zum Schutz der Kriegsoffer mit dem Ziel der Bestätigung, Einhaltung und Durchsetzung des durch diese Instrumente verkörperten humanitären Völkerrechts einberufen. In der Folge wurde unser Land mit der Einberufung einer intergouvernementalen Expertengruppe beauftragt, deren Aufgabe darin bestehen soll, nach praktischen Wegen zur besseren Beachtung des humanitären Völkerrechts zu suchen. Eine entsprechende Expertenkonferenz wird vom 23. bis zum 27. Januar 1995 in Genf stattfinden. Der nächsten Internationalen Konferenz des Roten Kreuzes und des Roten Halbmondes vom Dezember 1995 in Genf soll über das Ergebnis dieser Konferenz Bericht erstattet werden. Der Bundesrat hat kürzlich einen Kommissar im Range eines Botschafters ernannt, der sich ausschliesslich der Vorbereitung dieser beiden Konferenzen widmen wird. Die Schweiz setzt damit ein weiteres Zeichen ihrer Entschlossenheit, die weltweite Beachtung des Kriegsvölkerrechts mit praktischen Schritten zu fördern.

Darüber hinaus engagiert sich die Schweiz ganz allgemein für friedensfördernde Massnahmen, so zum Beispiel bei der aktiven und finanziellen Unterstützung der Jugoslawienkonferenz in Genf, die in letzter Zeit allerdings in den Hintergrund getreten ist, und der Uno-Schutztruppen (Unprofor).

Die Schweiz unterstützt überdies zahlreiche Organisationen finanziell, welche sich für ein friedliches Zusammenleben in Ex-Jugoslawien einsetzen. Auch das Schweizerische Katastrophenhilfskorps erbringt schon seit einiger Zeit beträchtliche Leistungen im humanitären Bereich, insbesondere bei der Errichtung von Unterkünften für Flüchtlinge und Vertriebene. Auch in dem von den Petenten besonders angesprochenen Pflegebereich war die Schweiz bisher sehr engagiert.

Mühlemann Ernst (R, TG) présente au nom de la Commission de politique extérieure (CPE) le rapport écrit suivant:

Le 28 juin 1994, l'Association suisse des infirmiers et des infirmières, siégeant à Saint-Gall, a déposé une pétition, appuyée par 603 signatures, demandant aux parties au conflit de l'ex-Yougoslavie la cessation immédiate de toute violation des Conventions de Genève. La pétition proteste notamment:

- contre les attaques répétées dirigées contre la population civile;
- contre les mitraillages et les bombardements d'hôpitaux, de cliniques et d'installations de la Croix-Rouge;
- contre le blocage des convois humanitaires de l'ONU, de la Croix-Rouge et de d'autres organisations humanitaires;
- contre les entraves aux interventions du personnel soignant qui empêchent partiellement ou rendent même impossible de donner des soins immédiats et professionnels aux blessés.

La pétition exige par ailleurs des autorités suisses qu'elles adoptent une position claire et qu'elles multiplient leurs efforts sur le plan diplomatique. En effet, la Suisse, siège du CICR, doit signifier sans équivoque aux parties au conflit qu'aucune violation des Conventions de Genève ne saurait être tolérée. Les pétitionnaires demandent enfin au gouvernement et au Parlement de s'engager avec détermination et esprit d'initiative en faveur de mesures propices au rétablissement de la paix en ex-Yougoslavie. A cet effet, les organisations qui oeuvrent déjà dans ce but sur place devront bénéficier d'un large soutien.

Considérations de la commission

La commission s'est fait informer par le DFAE sur les mesures présentes et futures décidées par la Suisse, qui vont dans le sens des objectifs fixés par les pétitionnaires.

En ce qui concerne l'obligation pour la Suisse, en tant qu'Etat de siège du CICR, de notifier clairement aux parties au conflit que des violations des Conventions de Genève ne sauraient être tolérées, il faut admettre qu'il s'agit là en fait d'un problème d'application desdites conventions. C'est pourquoi, la Suisse, en sa qualité d'Etat dépositaire des Conventions de Genève, a convoqué en août 1993 une conférence internationale sur la protection des victimes de la guerre en vue d'améliorer la reconnaissance, le respect et l'application du droit humanitaire international tel que prévu dans ces instruments. Par la suite, notre pays a été chargé de réunir un groupe d'experts intergouvernemental, qui aurait pour tâche de rechercher des moyens pratiques pour atteindre cet objectif. La conférence de ce groupe d'experts se déroulera du 23 au 27 janvier 1995 à Genève. Les résultats des discussions seront communiqués lors de la prochaine Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge en décembre 1995 à Genève. Le Conseil fédéral a récemment nommé un commissaire portant le titre d'ambassadeur, lequel se consacrera exclusivement à la préparation de ces deux conférences. La Suisse montre ainsi une fois de plus sa détermination à déployer des moyens concrets susceptibles de faire progresser le respect du droit humanitaire international en cas de conflit.

La Suisse s'efforce en outre de promouvoir de manière générale des mesures en faveur de la paix, notamment par son soutien actif et financier à la Conférence sur la Yougoslavie à Genève, reléguée cependant momentanément à l'arrière-plan de la scène politique, ainsi qu'à la force de protection de l'ONU (Forpronu).

La Suisse accorde également une aide financière à de nombreuses organisations qui tentent d'instaurer une coexistence pacifique. Le Corps suisse d'aide en cas de catastrophe fournit pour sa part depuis un certain temps déjà des efforts considérables dans le domaine humanitaire, notamment dans la construction de logements pour les réfugiés et les personnes expulsées. La Suisse n'a enfin pas ménagé ses efforts jusqu'à ce jour dans le domaine sanitaire évoqué avant tout par les auteurs de la pétition.

Antrag der Kommission

Die Kommission beantragt einstimmig, die Petition dem Bundesrat zur Kenntnisnahme zu überweisen, verbunden mit dem Auftrag, seine bisherige Politik verstärkt weiterzuführen.

Proposition de la commission

La commission propose, à l'unanimité, de transmettre la pétition au Conseil fédéral pour qu'il en prenne acte et renforce sa politique actuelle en la matière.

Angenommen – Adopté

94.2036

Pétition Projekt Neue Perspektiven Jobsplitting – Arbeit für alle

Pétition Projet Perspectives nouvelles Jobsplitting – Partage du travail

David Eugen (C, SG) unterbreitet im Namen der Kommission für Wirtschaft und Abgaben (WAK) den folgenden schriftlichen Bericht:

Die Mitglieder der Organisation «Projekt Neue Perspektiven», die sich grösstenteils aus Langzeitarbeitslosen zusammensetzt, haben am 27. Januar 1994 eine Petition eingereicht, deren Prinzip darin besteht, dass eine beschäftigte Person die Hälfte ihrer Stelle einer stellenlosen mit ähnlicher Qualifikation abgibt; dabei wird beiden die andere Hälfte von der Arbeitslosenversicherung zu 80 Prozent vergütet.

Wirtschaftliche Aspekte:

- dieser Vorschlag zieht für die Arbeitslosenversicherung keine Mehrkosten nach sich;
- Jobsplitting kann jene Arbeitslosenprogramme und -kurse ersetzen, die reine Beschäftigungs- und Überbrückungsfunktion haben;
- die Produktivität wird verbessert, und die Absenzenquote sinkt, wenn die Arbeit von zwei Personen in je vier Stunden anstatt nur von einer in acht Stunden verrichtet wird;
- Jobsplitting bietet Beschäftigten mehr Möglichkeiten für die Weiterbildung;
- die Vermittelbarkeit von Stellenlosen wird wieder hergestellt oder erhalten, was ein volkswirtschaftlich bedeutungsvoller Faktor ist;
- gesundheitliche und soziale Probleme, unter denen Arbeitslose häufig leiden und die hohe Kosten verursachen, werden abgebaut;
- Jobsplitting relativiert die Zumutbarkeitsfrage, dämmt den Missbrauch und erübrigt die Stempelkontrolle.

Sozialethische Aspekte:

Arbeitslosigkeit macht krank und stört das soziale System. Die Gründe dafür sind soziale Isolation, sinkende Vermittelbarkeit, schwindendes Selbstwertgefühl, materielle Not und Statusverlust, ferner Drogenkonsum und Kriminalität.

Die Petenten sind sich bewusst, dass sich nicht alle Stellen für ein Jobsplitting eignen. Dies ist nach ihrem Dafürhalten nicht nötig; denn wenn nur 6 Prozent der Beschäftigten unseres Landes bereit wären, ihre Arbeit zu teilen, so hätten sämtliche Arbeitslosen eine Halbtagsstelle.

Erwägungen der Kommission

Die Kommission hat sich am 7. September 1994 mit dieser Petition befasst und einstimmig beschlossen, sie zur Kenntnis zu nehmen, ihr aber keine Folge zu geben.

Die Kommission trägt in ihrem neuen Konzept den verschiedenen in dieser Petition behandelten Problemen in mancher Hinsicht Rechnung. In diesem neuen, unter erheblichem Arbeitsaufwand erarbeiteten Konzept werden die Prioritäten anders gesetzt als im geltenden Recht, wird doch der Vorrang der raschen Wiedereingliederung der Arbeitslosen gegeben. Dieses Ziel wird über eine effizientere Arbeitsvermittlung und gezielte Beratung der Versicherten gewährleistet, gekoppelt mit ausreichenden Weiterbildungsangeboten und Beschäftigungsprogrammen der Kantone. Die Arbeitslosen sollen von Anfang an, d. h. bereits im ersten Monat ihrer Arbeitslosigkeit, beraten werden, und es sollen speziell auf sie zugeschnittene Arbeitsmarktmassnahmen festgelegt werden.

Die Kommission ging bei der Erarbeitung dieses Konzeptes ebenso wie die Petenten davon aus, dass die Arbeitslosigkeit für die Betroffenen eine psychische Belastung darstellt.

Die Frage der Arbeitsteilung kam sehr wohl zur Sprache. Dabei nahm die Kommission eine Bestimmung an (die vom Nationalrat in der Herbstsession 1994 gutgeheissen wurde), wonach die Ausgleichsstelle befristete, vom Gesetz abweichende Pilotversuche zulassen kann, sofern sie dazu dienen, Erfahrungen mit neuen arbeitsmarktlichen Massnahmen zu gewinnen. Die Pilotversuche, welche zur Flexibilisierung der Arbeitszeit beitragen, sind zu fördern, sofern sie der Erhaltung oder Schaffung neuer Arbeitsplätze dienen.

David Eugen (C, SG) présente au nom de la Commission de l'économie et des redevances (CER) le rapport écrit suivant:

Les membres de l'organisation «Projet Perspectives nouvelles», composée essentiellement de chômeurs de longue durée, ont déposé une pétition le 27 janvier 1994. Celle-ci a pour principe qu'une personne active abandonne la moitié de son poste au profit d'un chômeur ayant des qualifications identiques. L'autre moitié du revenu est pris en charge à 80 pour cent, pour les deux, par la caisse de chômage.

Aspects économiques:

- Cette proposition n'occasionne pas de coûts supplémentaires pour l'assurance-chômage.
- Le jobsplitting peut remplacer les programmes et cours destinés aux chômeurs, qui n'ont qu'une fonction d'occupation ou de transition.
- La productivité sera améliorée si deux personnes travaillent quatre heures au lieu d'une personne, huit heures. L'absentéisme diminuera.
- Le jobsplitting offre aux travailleurs de plus grandes possibilités de formation.
- Le potentiel de placement est rétabli ou maintenu, facteur économique de grande signification.
- Les problèmes sociaux et de santé dont souffrent fréquemment les chômeurs, et qui occasionnent des coûts élevés, seront supprimés.
- Le jobsplitting relativise la notion de «travail convenable», réduit les abus et rend inutile le timbrage.

Aspects sociaux:

Le chômage rend malade et perturbe le système social. Il en résulte une isolation sociale, un potentiel de placement en baisse, un sentiment de sa propre valeur ébranlé, une misère matérielle, une perte de statut social ainsi que, parfois, une entrée dans le monde de la drogue et de la criminalité.

Les pétitionnaires se rendent bien compte que tous les emplois ne sont pas appropriés à un partage. Cependant, cela n'est pas nécessaire car si 6 pour cent seulement des travailleurs de notre pays acceptent le partage du travail, tous les travailleurs auront un travail d'une demi-journée.

Considérations de la commission

La commission a traité cette pétition le 7 septembre 1994. Elle a décidé, à l'unanimité, de prendre acte de la pétition sans y donner suite.

La commission, à bien des égards, prend en considération, dans son nouveau concept, divers problèmes soulevés par cette pétition. Ce nouveau concept, fruit d'un énorme travail, modifie les priorités par rapport au droit en vigueur. En effet, la première priorité est donnée à la réinsertion rapide des personnes au chômage. L'objectif de réinsertion rapide des chômeurs sera assuré par un placement plus efficace et un conseil ciblé des assurés, conjugués à une offre suffisante de mesures de formation et d'occupation provisoire par les cantons. Dès le début du chômage, c'est-à-dire le premier mois déjà, les chômeurs seront conseillés et les mesures de marché du travail appropriées à leur cas seront déterminées.

La commission a élaboré ce nouveau concept en partant du même constat que les pétitionnaires, soit que le chômage touche psychiquement les personnes qui s'y trouvent.

La question du partage du travail a bien entendu été discutée. La commission a adopté une disposition (acceptée par le Conseil national à la session d'automne 1994) disant que l'organe de compensation peut autoriser des essais-pilotes de durée limitée dérogeant à la loi, dans la mesure où ils servent à expérimenter des nouvelles mesures concernant le marché du travail. Les essais-pilotes qui favorisent la flexibilité du temps de travail doivent être encouragés, dans la mesure où ils permettent de maintenir ou de créer des emplois.

Antrag der Kommission

Die Kommission beantragt einstimmig, von der Petition Kenntnis zu nehmen, ihr aber keine Folge zu geben.

Proposition de la commission

La commission propose, à l'unanimité, de prendre acte de la pétition sans y donner suite.

Angenommen – Adopté

94.2037

**Petition Zürcher Arbeitslosenkommitee
Schaffung eines sinnvollen Arbeitsmarktes
Pétition Comité zurichoïsis des chômeurs
Réorganisation intelligente du marché du travail**

David Eugen (C, SG) unterbreitet im Namen der Kommission für Wirtschaft und Abgaben (WAK) den folgenden schriftlichen Bericht:

Die am 28. Februar 1994 vom Zürcher Arbeitslosenkommitee eingereichte Petition verlangt eine Revision des Arbeitslosenversicherungsgesetzes im Sinne aller Bürgerinnen und Bürger.

Die Petenten möchten drei wesentliche Aspekte zu bedenken geben. Erstens sind sie der Auffassung, dass niemand gezwungen werden soll, zu einem tieferen Lohn zu arbeiten, schon gar nicht zu einem Lohn, der unter dem Taggeld liegt, denn der Erfolg der schweizerischen Wirtschaft beruhe auf gut ausgebildeten, motiviert und engagiert Arbeitenden und nicht auf billigen Arbeitssklaven. Dringend erforderlich sei deshalb, auf den Zustand vor dem dringlichen Bundesbeschluss vom 19. März 1993 über Massnahmen in der Arbeitslosenversicherung zurückzukommen. Ausserdem bringe die vorgeschlagene Degression des Taggeldes die Arbeitslosen in finanzielle Schwierigkeiten. Warum sollen ausgerechnet die Betroffenen die Finanzierungsfrage lösen? Ein Verzicht auf die Degression des Taggeldes und auf alle anderen repressiven Massnahmen wäre eine Geste der Solidarität. Mit der Verschärfung der repressiven Sanktionen werden die Arbeitslosen zu Bürgerinnen und Bürgern zweiter Klasse erniedrigt.

Schliesslich ist nach Meinung der Petenten auf die Schaffung eines sinnvollen Arbeitsmarktes hinzuwirken. Wenn Vollbeschäftigung das politische Ziel der Regierung ist, so müssen die verschiedenen Modelle der Gewerkschaften zur Verkürzung der Arbeitszeit umgesetzt und nicht die Repressionen gegenüber den bereits unter der Arbeitslosigkeit Leidenden verstärkt werden.

Erwägungen der Kommission

Die Kommission befasste sich am 7. September 1994 mit dieser Petition. Sie beschloss einstimmig, von der Petition Kenntnis zu nehmen, ihr aber keine Folge zu geben.

Die Kommission hat ein neues Konzept für die Arbeitslosenversicherung erarbeitet, das grundlegend von demjenigen abweicht, das aus den Beratungen des Ständerates in der Frühjahrssession 1994 hervorging, und das eine Lösung für die von den Petenten angesprochenen Probleme bringt. In diesem neuen, unter erheblichem Arbeitsaufwand erarbeiteten Konzept werden die Prioritäten anders gesetzt als im geltenden Recht, wird doch der Vorrang der raschen Wiedereingliederung der Arbeitslosen gegeben. Dieses Ziel wird über eine effizientere Arbeitsvermittlung und gezielte Beratung der Versicherten gewährleistet, gekoppelt mit ausreichenden Weiterbildungsangeboten und Beschäftigungsprogrammen der Kantone. Die Arbeitslosen sollen von Anfang an, d. h. bereits im ersten Monat ihrer Arbeitslosigkeit, beraten werden, und es sollen speziell auf sie zugeschnittene Arbeitsmarktmassnahmen festgelegt werden.

In diesem neuen Konzept hat die Degression keinen Platz mehr. Was den Begriff der zumutbaren Arbeit betrifft, so ist er unter Berücksichtigung der Gesamtheit der neuen Massnahmen zu verstehen. In der Regel gilt eine Arbeit als zumutbar, wenn sie dem Versicherten 80 oder 70 Prozent des letzten Lohnes einbringt und wenn sie seinen Fähigkeiten in vernünftiger Masse Rechnung trägt. Die neue tripartite Kommission kann von dieser Regel in den regionalen Arbeitsvermittlungszentren abweichen.

David Eugen (C, SG) présente au nom de la Commission de l'économie et des redevances (CER) le rapport écrit suivant:

La pétition déposée par le Comité zurichoïsis des chômeurs le 28 février 1994 demande que l'on révisé la loi sur l'assurance-chômage dans un sens qui convienne à l'ensemble des citoyens et citoyennes.

Les pétitionnaires souhaitent nous faire partager trois sujets de réflexion essentiels. Tout d'abord, ils estiment que personne ne doit être contraint à devoir travailler à un salaire inférieur au précédent, et surtout pas inférieur à l'indemnité journalière. Le succès de l'économie suisse repose sur des travailleurs bien formés et motivés et non pas sur des esclaves du travail à bon marché. Il est donc nécessaire, au niveau de la loi, d'en revenir au stade précédent l'arrêté fédéral du 19 mars 1993 sur les mesures en matière d'assurance-chômage. Par ailleurs, la dégressivité de l'indemnité journalière proposée entraîne le chômeur dans des difficultés financières. Pourquoi appartient-il aux personnes touchées par le chômage de résoudre la question du financement? Un renoncement à la dégressivité et à toutes autres mesures de répression serait un geste de solidarité. Le renforcement des sanctions et autres mesures de répression fera du chômeur un citoyen de deuxième classe.

Enfin, les pétitionnaires sont d'avis qu'il faut agir dans le sens d'une réorganisation intelligente du marché du travail. Si le gouvernement a pour objectif politique le plein emploi, il doit mettre en pratique les différents modèles élaborés par les syndicats sur la diminution du temps de travail et non pas accroître la répression envers les personnes souffrant de leur chômage.

Considérations de la commission

La commission a traité cette pétition le 7 septembre 1994. Elle a décidé, à l'unanimité, de prendre acte de la pétition sans y donner suite.

La commission a élaboré un nouveau concept d'assurance-chômage qui diverge fondamentalement de celui résultant des délibérations du Conseil des Etats de la session de printemps 1994 et apporte une solution aux problèmes soulevés par cette pétition. Ce nouveau concept, fruit d'un énorme travail, modifie les priorités par rapport au droit en vigueur. En effet, la première priorité est donnée à la réinsertion rapide des personnes au chômage. L'objectif de réinsertion rapide des chômeurs sera assuré par un placement plus efficace et un conseil ciblé des assurés, conjugués à une offre suffisante de mesures de formation et d'occupation provisoire par les cantons. Dès le début du chômage, c'est-à-dire le premier mois déjà, les chômeurs seront conseillés et les mesures de marché du travail appropriées à leurs cas seront déterminées.

Dans le nouveau concept, la dégressivité n'a plus de raison d'être. Pour ce qui est de la notion de travail convenable, elle est à comprendre en tenant compte de l'ensemble des nouvelles mesures. En principe, est réputé convenable un travail qui procure à l'assuré 80 ou 70 pour cent de son dernier salaire et tient raisonnablement compte de ses aptitudes. La nouvelle commission tripartite peut déroger à cette règle dans les offices régionaux de placement.

Antrag der Kommission

Die Kommission beantragt einstimmig, von der Petition Kenntnis zu nehmen, ihr aber keine Folge zu geben.

Proposition de la commission

La commission propose, à l'unanimité, de prendre acte de la pétition sans y donner suite.

Angenommen – Adopté

94.2038

Pétition VSS

Arbeitslosenunterstützung statt Bestrafung

Pétition Unes

Soutenir plutôt que punir

David Eugen (C, SG) unterbreitet im Namen der Kommission für Wirtschaft und Abgaben (WAK) den folgenden schriftlichen Bericht:

Die am 2. Juni 1994 (mit rund 13 000 Unterschriften) eingereichte Petition des Verbandes der Schweizerischen StudentInnenenschaften (VSS) verlangt, dass die Arbeitslosen unterstützt und nicht bestraft werden sollten.

Die Petenten und Petentinnen verweisen darauf, dass es heute in der Schweiz offiziell über 180 000 Arbeitslose gibt. 65 700, davon 37 000 Frauen, sind unter 29-jährig. Sie widersetzen sich der laufenden Revision des Arbeitslosenversicherungsgesetzes, die, bei nur rund 5000 offenen Arbeitsplätzen, die Situation der Jugendlichen zusätzlich verschlechtert, indem die finanzielle Unsicherheit erhöht und die Ausbildung entwertet wird.

Der VSS wehrt sich folglich dagegen, dass für Jugendliche, die am Ende ihrer Ausbildung stehen, die Wartefrist von 20 Tagen auf 6 Monate verlängert wird und dass sie nach dieser Wartefrist nur stark reduzierte Taggelder erhalten. Diese Situation wurde vom Ständerat in der Frühjahrsession 1994 noch verschlechtert, indem er die Wartefrist auf 12 Monate erhöhte. Ebenso wehrt sich der VSS gegen die Neudefinition der Zumutbarkeit, die die Arbeitslosen zwingt, nach 4 Monaten Stempelzeit jede Arbeit anzunehmen.

Der VSS kann daher diesen Gesetzentwurf nicht akzeptieren, der in seinen Augen die Suche nach nicht vorhandenen Arbeitsplätzen, den Zwang zur Annahme nicht angemessener und schlecht bezahlter Stellen (Lohndumping) und die Abwertung der heutigen Ausbildungsabschlüsse zur Folge hat.

Schliesslich fordern die Petenten eine aktive, umfassende und wirksame Arbeitsmarktpolitik, die für alle Jugendlichen am Ende der Ausbildung gute Erwerbsarbeit mit entsprechendem Lohn garantiert.

Erwägungen der Kommission

Die Kommission befasste sich am 7. September 1994 mit dieser Petition. Sie beschloss einstimmig, sie zur Kenntnis zu nehmen, ihr aber keine Folge zu geben.

Die Forderungen der Petenten werden im neuen Konzept der Arbeitslosenversicherung bereits weitgehend berücksichtigt. In diesem neuen, unter grossem Arbeitsaufwand erarbeiteten Konzept werden die Prioritäten anders gesetzt als im geltenden Recht, wird doch der Vorrang der raschen Wiedereingliederung der Arbeitslosen gegeben. Dieses Ziel wird über eine effizientere Vermittlung und gezielte Beratung der Versicherten gewährleistet, gekoppelt mit ausreichenden Weiterbildungsangeboten und Beschäftigungsprogrammen der Kantone. Die Arbeitslosen sollen von Anfang an, d. h. bereits im ersten Monat ihrer Arbeitslosigkeit, beraten werden, und es sollen speziell auf sie zugeschnittene Arbeitsmarktmassnahmen festgelegt werden.

Eine der Hauptforderungen der Petition, von der Verlängerung der Wartefrist auf 12 Monate für Jugendliche in Ausbildung abzusehen, ist bereits erfüllt: Der Nationalrat hat in der Herbstsession 1994 Artikel 14 mit einem neuen Absatz 5 versehen, der festhält, dass: «Versicherte, die an einer arbeitsmarktlichen Massnahme teilnehmen, keine Wartezeiten zu bestehen haben. Von dieser Bestimmung ausgenommen sind Studenten sowie Schulabgänger und Maturanden ohne Berufsabschluss.»

David Eugen (C, SG) présente au nom de la Commission de l'économie et des redevances (CER) le rapport écrit suivant:

La pétition de l'Union nationale des étudiantEs de Suisse (Unes) déposée le 2 juin 1994 (environ 13 000 signataires) demande que l'on soutienne plutôt que l'on punisse les chômeuses et chômeurs.

Les pétitionnaires rappellent que parmi les plus de 180 000 personnes officiellement sans emploi en Suisse, 65 700, dont 37 000 femmes, sont des jeunes de moins de 29 ans. Ils s'opposent au projet de révision de la loi sur l'assurance-chômage, qui prévoit une nouvelle détérioration de la situation de la jeunesse, en augmentant l'insécurité économique et en dévalorisant la formation, alors qu'il n'y a que 5000 places vacantes.

L'Unes s'oppose donc à la prolongation du délai d'attente de 20 jours à 6 mois pour les jeunes en formation qui, ce délai passé, toucheront par ailleurs des indemnités fortement en baisse. Cette mesure a encore été aggravée par le Conseil des Etats qui a porté le délai d'attente à 12 mois lors de sa session de printemps 1994. Elle s'oppose aussi à la redéfinition de la notion de travail convenable qui oblige à accepter n'importe quel emploi au rabais après 4 mois de timbrage.

Ainsi, l'Unes ne peut accepter ce projet qui a pour conséquence de contraindre les étudiants à trouver des emplois inexistantes, à accepter des petits boulots qui baisseront les salaires (dumping salarial) et dévaloriseront les diplômes existants.

Enfin, les pétitionnaires exigent la mise en place d'une véritable politique de l'emploi globale et active, garantissant un vrai travail avec un vrai salaire pour tous les jeunes en formation.

Considérations de la commission

La commission a traité cette pétition le 7 septembre 1994. Elle a décidé, à l'unanimité, de prendre acte de la pétition sans y donner suite.

Les requêtes des pétitionnaires sont largement prises en compte dans le nouveau concept d'assurance-chômage. Ce concept, fruit d'un énorme travail, modifie les priorités par rapport au droit en vigueur. En effet, la première priorité est donnée à la réinsertion rapide des personnes au chômage. L'objectif de réinsertion rapide des chômeurs sera assuré par un

placement plus efficace et un conseil ciblé des assurés, conjugués à une offre suffisante de mesures de formation et d'occupation provisoire par les cantons. Dès le début du chômage, c'est-à-dire le premier mois déjà, les chômeurs seront conseillés et les mesures de marché du travail appropriées à leur cas seront déterminées.

L'une des requêtes essentielles des pétitionnaires, soit le refus de la prolongation du délai d'attente à 12 mois pour les jeunes en formation, a été satisfaite puisque le Conseil national a adopté à la session d'automne 1994 un nouvel alinéa 5 à l'article 14 stipulant que «les assurés qui participent à une mesure de marché du travail ne sont pas soumis à un délai d'attente. Cette disposition ne s'applique pas aux étudiants ainsi qu'aux écoliers et bacheliers sans formation professionnelle».

Antrag der Kommission

Die Kommission beantragt einstimmig, die Petition zur Kenntnis zu nehmen, ihr aber keine Folge zu geben.

Proposition de la commission

La commission propose, à l'unanimité, de prendre acte de la pétition sans y donner suite.

Angenommen – Adopté

94.2039

Petition Wälchli Philipp
Kollektiver Übergang von Schuldverhältnissen
Pétition Wälchli Philipp
Reprise collective du lien d'obligation

Reimann Maximilian (V, AG) unterbreitet im Namen der Kommission für Rechtsfragen (RK) den folgenden schriftlichen Bericht:

Mit Eingabe vom 27. Oktober 1994 reichte Philipp Wälchli eine Petition ein. Der Petent fordert eine Ergänzung des Obligationenrechts durch eine Neuregelung des kollektiven Übergangs von Schuldverhältnissen.

Erwägungen der Kommission

Die RK befasste sich an ihrer Sitzung vom 21. November 1994 mit dieser Eingabe. Sie hält dazu folgendes fest: Die Kommission vertritt die Meinung, dass die Petition an den Bundesrat übermittelt werden soll, mit der Bitte, die Vorschläge und Anregungen des Petenten bei der Vorbereitung allfälliger Gesetzgebungsvorhaben, für welche diese von Belang sein könnten, in Betracht zu ziehen.

Reimann Maximilian (V, AG) présente au nom de la Commission des affaires juridiques (CAJ) le rapport écrit suivant:

Par requête du 27 octobre 1994, M. Philipp Wälchli a déposé une pétition demandant un complément au Code des obligations sous la forme d'une nouvelle réglementation de la reprise collective du lien d'obligation.

Considérations de la commission

La CAJ a examiné cette requête lors de sa séance du 21 novembre 1994. Elle est parvenue aux conclusions suivantes: La commission estime qu'il y a lieu de transmettre la pétition au Conseil fédéral en le priant de prendre en considération, en fonction de leur importance, les suggestions émises par le pétitionnaire lors de la préparation d'éventuels projets législatifs.

Antrag der Kommission

Die Kommission beantragt, die Petition dem Bundesrat zur Kenntnisnahme zu überweisen.

Proposition de la commission

La commission propose de transmettre la pétition au Conseil fédéral pour qu'il en prenne acte.

Angenommen – Adopté

93.3328

Motion Bühler Gerold
Anschlussrevision Aktienrecht
Nouvelle révision du droit
des sociétés anonymes

Wortlaut der Motion vom 17. Juni 1993

Der Bundesrat wird ersucht, den eidgenössischen Räten Bericht und Antrag über eine Änderung des Obligationenrechts zu unterbreiten. Dabei sind die nach knapp einjähriger Praxis gewonnenen Erkenntnisse im Zusammenhang mit dem neuen Aktienrecht gebührend zu berücksichtigen. Es sind insbesondere folgende Punkte anzupassen bzw. klarer zu regeln:

- administrativ praktikable Regelung der Festübernahme bei Kapitalerhöhungen und der Handhabung der Vorratsaktien;
- erweiterte Möglichkeiten zur Wegbedingung des Vorwegzeichnungsrechtes der Aktionäre bei der Ausgabe von Wandel- und Optionsanleihen sowie Klarifizierung des wichtigen Grundes bezüglich des Bezugsrechtsausschlusses im Zusammenhang mit der Finanzierung von Übernahmen;
- Stillstand der Dreimonatsfrist bei der Durchführung von Kapitalerhöhungen im Falle von Anfechtungen;
- Traktandierungsrecht im Rahmen der Generalversammlung ohne weiter gehende Einschränkung des Minderheitsschutzes; Kompetenzregelung betreffend die Wahl des Prüfers der Konzernrechnung;
- Kostenregelung bei Verantwortlichkeitsprozessen;
- Umfang und Form des Zwischenabschlusses bezüglich Kapitalerhöhungen und der Ausgabe von Obligationenanleihen;
- Regelung bezüglich Treuhänder und Behandlung der Dispoaktien bei vinkulierten Namenaktien;
- Abgrenzung zwischen börsenkotierten und privaten Aktiengesellschaften bezüglich der Vinkulierung.

Texte de la motion du 17 juin 1993

Le Conseil fédéral est chargé de soumettre aux Chambres un rapport et une proposition concernant une nouvelle révision du droit des obligations. Les enseignements que l'on a pu tirer depuis un an de l'application du nouveau droit des sociétés anonymes doivent être dûment pris en compte. Il convient notamment de procéder aux adaptations ou aux clarifications suivantes:

- réglementer sans complications administratives la prise ferme lors d'augmentations de capital et du traitement des actions de réserve;
- améliorer les possibilités de supprimer le droit de souscription préférentiel de l'actionnaire lors de l'émission d'emprunts convertibles et d'emprunts portant droit d'option; définir plus clairement les justes motifs concernant la suppression du droit de souscription préférentiel, en relation avec le financement des acquisitions d'entreprises;
- geler le délai de trois mois dans lequel doit être exécutée l'augmentation de capital, en cas de litige;

Petitionen

Pétitions

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1994
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	15
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	---
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	16.12.1994 - 08:00
Date	
Data	
Seite	2451-2457
Page	
Pagina	
Ref. No	20 024 941

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.